



BLANQUEFORT, FIRST. La procédure de droit d'alerte, déclenchée aujourd'hui par les syndicats, a remis le dossier de l'entreprise sur le devant de la scène. Les élus, en campagne, sont à l'écoute

Ford, le retour des politiques



Les socialistes sont inquiets pour l'avenir de First sans projet concret depuis huit mois(. PHOTO Th. DAVID)

Dites «droit d'alerte» et la machine s'emballle. Inquiets du retard pris sur les projets que doit développer le repreneur de l'ex-usine Ford, les syndicats ont annoncé en début de semaine qu'ils allaient déclencher une procédure de droit d'alerte aujourd'hui (CFTC, CGT, FO et Unsa compris) lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise cet après-midi.

Ce dispositif va permettre de nommer un expert qui analysera les perspectives de l'entreprise. « On ne s'attend pas à un miracle avec cette procédure. C'est surtout un acte symbolique, mais il a créé un choc psychologique », dit Philippe Poutou, un des représentants de la CGT. L'annonce de cette démarche a eu un effet immédiat sur la scène politique locale.

Rencontres à la chaîne

Hier, le président de Région, Alain Rousset, a reçu les syndicats. Son discours : « Il faut changer de braquet ». L'élusocialiste en campagne pour sa réélection en mars va écrire au ministre de l'Économie, de l'Emploi et de l'Industrie. Il veut la mise en place d'un comité local de suivi.

Même position hier matin du maire de Blanquefort et président de la Communauté urbaine de Bordeaux, Vincent Feltesse. « On a l'impression de se retrouver dans la même situation qu'il y a quelques mois. Je comprends l'inquiétude des salariés, qui n'ont pas grand-chose à faire dans l'usine. Cette situation floue n'a que trop duré, la méthode actuelle n'est pas acceptable. Aujourd'hui tous les clignotants sont au rouge », a-t-il déclaré.

À 17 heures, quelques minutes avant la réunion à l'Hôtel de région, la députée socialiste du Médoc, Pascale Got, a elle aussi reçu deux représentants de la CGT à Eysines. Dès mardi, elle avait également écrit à Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Emploi et de l'Industrie pour la création d'un comité de suivi. « Il faut faire une table ronde rapidement. Je vais reposer la question à la ministre sur la concrétisation des projets prévus par le repreneur à l'Assemblée Nationale..» Hier soir, les représentants du syndicat CGT ont appris que le sénateur socialiste Alain Anziani était lui aussi prêt à les recevoir la semaine prochaine.

« Responsabilité » des élus

Opportunité politique en période de campagne électorale ? « Nous en avons conscience et sûrement nous allons nous inviter dans les meetings », relève Philippe Poutou.

La députée tient un discours un peu différent. « Je vois les syndicats environ deux fois par an pour faire un point d'étape. Je les avais vus l'été dernier déjà. » Pour elle, les élus qui se sont investis aux côtés des salariés afin de retrouver un repreneur et sauvegarder l'ensemble des emplois ont « une responsabilité sur ce dossier. »

« Nous ne pouvons pas nous frotter les mains en nous félicitant d'avoir retrouvé un repreneur et ne plus rien faire aujourd'hui. Il y a d'importants financements publics engagés dans le processus de reprise du site. Beaucoup de retard a été pris et le temps file. » Dans un an, le constructeur américain Ford doit arrêter les commandes.

« La réaction des politiques est quand même rassurante, dit le représentant de la CGT. Ils sont toujours derrière nous. »

Voir également page 10.

Auteur : LAURIE BOSDECHER
l.bosdecher@sudouest.com